

Nouveau régime RBE en RDC : Êtes-vous en conformité avec l'Arrêté de 2026 ?



Compliance

10 septembre 2026

Le cadre des affaires et de la gouvernance d'entreprise en République Démocratique du Congo vient de franchir une étape décisive en matière de transparence financière.

Par l'Arrêté ministériel N° 278/CAB/ME/MIN/J&GS/2026 du 08 juillet 2026, le Ministère de la Justice et Garde des Sceaux a formellement rendu opérationnel le Registre des Bénéficiaires Effectifs (RBE), confié à la gestion du Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE).

I - Introduction

Désormais, toutes les personnes morales qu'il s'agisse de sociétés commerciales, d'ASBL, de coopératives ou d'établissements commerciaux exerçant en RDC sont tenues d'identifier et de déclarer les personnes physiques qui les possèdent ou les contrôlent en dernier ressort.

Ignorer cette obligation expose votre structure à des risques majeurs telles que les sanctions financières, le signalement à la Cellule Nationale des Renseignements Financiers (CNRF) et la suspension des relations d'affaires avec les banques et institutions financières.

Découvrez les détails de cette nouvelle réglementation et les démarches obligatoires à accomplir pendant la période transitoire de 180 jours ouvrables.



Contact

+243 858 850 075
contact@legalterlaw.com
www.legalterlaw.com

II. Qu'est-ce que le Registre des Bénéficiaires Effectifs (RBE) et qui est concerné ?

1. La notion de « Bénéficiaire Effectif »

Selon l'article 4 de l'Arrêté, le bénéficiaire effectif est la personne physique qui, en dernier lieu, possède ou contrôle une entité juridique, et/ou pour le compte de laquelle une opération est effectuée.

Lorsque la chaîne de détention ne permet pas de dégager spontanément un propriétaire, l'Arrêté fixe les critères subsidiaires suivants :

- La personne physique détenant, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote ;
- La personne physique exerçant un pouvoir de contrôle par tout autre moyen (pouvoir de nomination/révocation des dirigeants, conventions de vote) ;
- À défaut, le dirigeant principal (Gérant, Directeur Général, Président du Conseil d'Administration).

2. Les personnes concernées

Le champ d'application couvre une grande diversité de personnes :

- L'un des associés, actionnaire ou mandataire pour mes sociétés commerciales (SARL, SA, SAS, etc.) et Groupements d'Intérêt Économique (GIE) ;
- Le propriétaires ou le mandataires de l'établissement commercial (entreprises individuelles) ;
- Le représentant légal ou le mandataire pour les Associations sans but lucratif (ASBL) et Établissements d'utilité publique ;
- Les souscripteurs de contrats d'assurance-vie;
- Le ou les associés coopérateurs, dirigeants des sociétés coopératives ou mandataire pour les sociétés coopératives ou leurs sociétés faitières.

3. Les régimes spécifiques : PEPs et Mandataires

Si un bénéficiaire effectif exerce ou a exercé une haute fonction publique (au cours des 36 derniers mois), une déclaration spécifique précisant son grade, ses fonctions et la nature de son lien avec l'entité est obligatoire.

Un mandataire ne peut jamais être déclaré comme bénéficiaire effectif ; l'identité du mandant réel doit obligatoirement être révélée .

Références

Arrêté ministériel N° 278/CAB/ME/MIN/J&G S/ 2026 du 08 juillet 2026 portant établissement du registre des bénéficiaires effectifs

Loi n°22/068 du 27 décembre 2022 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive telle que modifiée et complétée par la loi n°25/048 du 1er juillet 2025

III. Quels sont les risques et sanctions en cas de non-conformité ?

L'Arrêté met en place un mécanisme rigoureux de vérification et de recoupement automatique entre le GUCE, l'administration fiscale, le RCCM et les institutions financières.

En cas de défaut de déclaration, de déclaration tardive, de fausse déclaration ou d'absence de mise à jour, votre entreprise s'expose à :

1. Des amendes administratives qui seront fixées conjointement par le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances.
2. La suspension des relations d'affaires : Si les services concernés constatent une divergence entre vos déclarations et ses données internes, un délai de 30 jours ouvrables vous est accordé pour régulariser. Passé ce délai, la CNRF est saisie et vos comptes bancaires ou relations d'affaires peuvent être suspendus.
3. Enfin, le dossier peut être transmis aux autorités pénales dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme conformément à la Loi n°22/068 du 27 décembre 2022.

IV. - Délais et Procédure : Comment se mettre en conformité ?

Les sociétés et entités juridiques déjà constituées avant la signature du texte bénéficient d'un délai de 180 jours ouvrables à compter du 08 juillet 2026 pour régulariser leur situation auprès du GUCE.

Passé ce délai, toute régularisation sera soumise au paiement de pénalités de retard.

Les étapes de la déclaration

1. **Collecte des données** : Identifier l'ensemble de la chaîne de détention jusqu'à la personne physique finale (Noms, nationalité, adresse, numéro de passeport/carte d'identité, pourcentage de parts/droits de vote).



Contact

+243 858 850 075
contact@legalterlaw.com
www.legalterlaw.com

2. Remplissage du formulaire unique : Formulaire officiel fourni par le Guichet Unique de Création d'Entreprise, daté et signé par le représentant légal ou un mandataire dûment habilité.

3. Dépôt du dossier : Selon la nature de l'entité, le dépôt s'effectue au GUCE, au Greffe du Tribunal de commerce, à la Division provinciale de la Justice (ASBL) ou au SNCOOP (Coopératives).

La détermination du bénéficiaire effectif peut s'avérer complexe, notamment dans le cadre de structures internationales, de holdings d'investissement ou d'actionnariats croisés.

Notre cabinet met son expertise en droit des affaires de la RDC et en droit OHADA à votre service pour :

- L'analyse juridique de vos structures juridiques et identification précise des bénéficiaires effectifs selon les critères légaux.
- L'analyse du statut de vos dirigeants/associés et constitution des dossiers spécifiques.
- La prise en charge des formalités administratives auprès du GUCE et des greffes compétents dans le respect des délais légaux.
- La représentation devant les autorités administratives et bancaires en cas de notification d'incohérence ou de demande de régularisation.

Avertissement : Cette note est fournie à titre d'information générale uniquement et ne constitue en aucun cas un avis juridique. Si vous avez besoin de conseils sur la manière dont ce texte s'applique à votre situation particulière, nous vous invitons à consulter votre conseiller juridique habituel ou à contacter directement notre cabinet.



Contact

+243 858 850 075
contact@legalterlaw.com
www.legalterlaw.com

New UBO Registry Regime 2026 in the DRC: Are You Compliant with the 2026 Order?



Compliance

10 September 2026

The business and corporate governance framework in the Democratic Republic of the Congo has reached a decisive milestone in financial transparency.

Pursuant to Ministerial Order No. 278/CAB/ME/MIN/J&GS/2026 dated July 8, 2026, the Ministry of Justice and Keeper of the Seals has formally operationalized the Ultimate Beneficial Ownership Register (Registre des Bénéficiaires Effectifs – RBE), entrusted to the management of the One-Stop Shop for Business Creation (Guichet Unique de Création d'Entreprise – GUCE).

I - Introduction

Henceforth, all legal entities, whether commercial companies, non-profit organizations (ASBLs), cooperatives, or commercial establishments operating in the DRC are required to identify and disclose the ultimate natural persons who own or control them.

Failure to comply with this obligation exposes your entity to major risks, including financial penalties, reporting to the Financial Intelligence Unit (Cellule Nationale des Renseignements Financiers - CNRF), and the suspension of business relationships with banks and financial institutions.

Discover the details of this new regulation and the mandatory compliance steps to be completed during the 180-business-day transitional period.



Contact

+243 858 850 075
contact@legalterlaw.com
www.legalterlaw.com

II. What is the Ultimate Beneficial Ownership Register (RBE) and Who is Affected?

1. The Concept of "Ultimate Beneficial Owner" (UBO)

Under Article 4 of the Order, the ultimate beneficial owner is defined as the natural person who ultimately owns or controls a legal entity, or on whose behalf a transaction is conducted.

Where the ownership chain does not clearly reveal an owner, the Article establishes the following subsidiary criteria:

- **Ownership Interest:** Any natural person holding, directly or indirectly, more than 25% of the capital or voting rights;
- **Control by Other Means:** Any natural person exercising control through any other means (such as the power to appoint/remove executives or voting agreements);
- **Senior Management (Default):** In default of the above, the chief executive officer or senior managing official (Managing Director, General Manager, Chairman of the Board of Directors).

2. Persons Subject to Filing Requirements

The scope of application covers a broad range of individuals and roles:

- Any partner, shareholder, or authorized representative (proxy) for commercial companies (LLCs/SARLs, Corporations/SAs, Simplified Stock Companies/SASs, etc.) and Economic Interest Groupings (EIGs/GIEs);
- Owners or authorized representatives of commercial establishments (sole proprietorships);
- Legal representatives or authorized representatives for Non-Profit Organizations (NPOs/ASBLs) and Public Utility Foundations;
- Policyholders of life insurance contracts;
- Cooperative members, corporate officers of cooperative societies, or authorized representatives for cooperative entities or their apex (umbrella) organizations.

3. Specific Regimes: PEPs and Proxies

If a beneficial owner holds or has held a prominent public function within the last 36 months (Politically Exposed Person — PEP), a specific declaration detailing their rank, duties, and the nature of their link to the entity is mandatory. A proxy or nominee can never be declared as the ultimate beneficial owner; the identity of the actual principal must be disclosed.

References

Ministerial Order No. 278/CAB/ME/MIN/J&G S/2026 of July 8, 2026, establishing the Ultimate Beneficial Ownership Register

Law No. 22/068 of December 27, 2022, on Combating Money Laundering, Financing of Terrorism, and Proliferation of Weapons of Mass Destruction, as amended and supplemented by Law No. 25/048 of July 1, 2025

III. Risks and Penalties for Non-Compliance

The Order establishes a rigorous mechanism for verification and automatic cross-referencing between the GUCE, the tax administration, the Trade and Personal Property Credit Register (RCCM), and financial institutions.

In the event of failure to declare, late filing, misrepresentation, or failure to update information, your entity risks:

1. **Administrative fines** set jointly by the Ministry of Justice and the Ministry of Finance.
2. **Suspension of business relationships:** If the relevant authorities identify a discrepancy between your declarations and their internal data, a grace period of 30 business days is granted to rectify the issue. Beyond this period, the matter is referred to the CNRF, and your bank accounts or business relationships may be suspended.
3. **Criminal prosecution:** Finally, the file may be referred to criminal prosecution authorities under Anti-Money Laundering and Counter-Terrorism Financing (AML/CFT) frameworks, pursuant to Law No. 22/068 of December 27, 2022.

IV. Deadlines and Procedure: How to Achieve Compliance

Companies and legal entities incorporated prior to the signing of the text are granted a transitional period of 180 business days from July 8, 2026, to bring their status into compliance with the GUCE.

After this period, any late filings will be subject to late payment penalties.

Filing Steps

1. **Data Collection:** Identify the complete chain of ownership up to the ultimate natural person (Full name, nationality, address, passport/ID number, percentage of shares/voting rights).
2. **Completion of the Single Form:** Official form provided by the One-Stop Shop for Business Creation (GUCE), dated and signed by the legal representative or a duly authorized proxy.



Contact

+243 858 850 075
contact@legalterlaw.com
www.legalterlaw.com

3. Submission of the File: Depending on the nature of the entity, filings are submitted to the GUCE, the Registry of the Commercial Court, the Provincial Division of Justice (for NPOs/ASBLs), or the National Service for Cooperatives (SNCOOP).

Determining the ultimate beneficial owner can prove complex, particularly within international corporate structures, investment holdings, or cross-shareholdings.

Our law firm leverages its expertise in DRC business law and OHADA law to assist you with:

- Legal analysis of your corporate structures and precise identification of ultimate beneficial owners in accordance with statutory criteria.
- Reviewing the status of your executives/partners and assembling specialized compliance filings.
- Handling administrative filings with the GUCE and competent court registries within statutory deadlines.
- Legal representation before administrative and banking authorities in the event of discrepancy notices or requests for regularization.

Disclaimer: This note is provided for general informational purposes only and under no circumstances constitutes legal advice. Should you require advice on how these provisions apply to your specific situation, please consult your regular legal counsel or contact our firm directly.



Contact

+243 858 850 075
contact@legalterlaw.com
www.legalterlaw.com